

TRAVAUX DU COMITÉ D'ÉTUDES

CONSTANTINOPLE

ET

LA QUESTION DES DÉTROITS

PAR

M. CH. DIEHL



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

—
1918

CONSTANTINOPLE ET LA QUESTION DES DÉTROITS.

PAR
M. CH. DIEHL.

CONSTANTINOPLE ET LA QUESTION DES DÉTROITS

PAR

M. CH. DIEHL

CONSTANTINOPLE ET LA QUESTION DES DÉTROITS,

PAR

M. CH. DIEHL.

(Rapport présenté à la Séance du 3 juin 1918.)

Par sa position géographique au point de passage d'Europe en Asie, par la façon dont elle commande les détroits qui unissent la mer Noire à la Méditerranée, Constantinople a de tout temps attiré les convoitises. Elle a été, au moyen âge, un des grands entrepôts du commerce mondial, une des cités les plus riches de l'univers, et tous ceux qui rêvaient alors la domination politique ou économique de l'Orient, Bulgares, Serbes, Russes, Vénitiens, ont vu dans la possession de Byzance le plus sûr fondement de leur empire. A l'époque moderne, depuis le jour où la Russie a conquis les rivages septentrionaux de la mer Noire, la constante ambition des tsars a été de s'ouvrir une issue vers une mer libre, en conséquence d'acquérir le libre passage ou la maîtrise des Détroits ; et, depuis le commencement du XIX^e siècle, l'un des grands soucis de la diplomatie européenne a été, sous l'inspiration de l'Angleterre, de trouver un arrangement international qui mit un frein à cette ambition. L'Europe obtint ce résultat par la convention des Détroits (13 juillet 1841) qui, en garantissant l'intégrité de la Turquie, reconnut — ou plutôt imposa — au sultan le droit d'interdire l'entrée des Dardanelles et du Bosphore aux navires de guerre de toutes les puissances ; c'était enfermer la Russie dans sa prison. Le traité de Paris de 1856 confirma ces stipulations et les aggrava, en interdisant à la Russie d'entretenir une flotte de guerre dans la mer Noire ; et si la convention de Londres (13 mars 1871) affranchit la Russie de cette humiliante défense, elle maintint en revanche, pour l'essentiel, les clauses du traité de 1841. L'acte de Berlin (1878) confirma de même la convention des Détroits, et, jusque dans l'accord conclu en 1881 entre les trois empereurs d'Allemagne, d'Autriche et de Russie, la fermeture des Détroits fut proclamée principe de droit public européen, que la Turquie ne pourrait enfreindre sans compromettre les garanties qui assuraient son intégrité.

Tels sont les principes qui, aujourd'hui encore, règlent la question des Détroits. Dans certains cas déterminés, et en temps de paix, le sultan a la faculté d'en ouvrir l'accès aux flottes des puissances amies et alliées, mais il reste soumis à l'engagement collectif pris par les puissances de maintenir la fermeture des détroits,

qui est déclarée absolue en temps de guerre. Mais si, depuis 1841, les principes sont demeurés les mêmes, la question de Constantinople et des Détroits a pris, depuis vingt cinq ans environ, un aspect nouveau. Pendant tout le cours du XIX^e siècle, l'Angleterre avait été, en Orient, la grande adversaire de la Russie, le champion inflexible de l'intégrité de l'empire ottoman. Depuis que l'Angleterre s'est établie en Égypte, depuis qu'elle domine la route du Canal de Suez, elle s'est désintéressée davantage de la Turquie et de Constantinople, et a semblé plus disposée à y laisser le champ libre à la Russie. A ce moment, précisément, une autre puissance est entrée en scène : l'Allemagne, avide d'acquérir des débouchés vers la Méditerranée et l'Orient asiatique, et de s'ouvrir une route libre vers Constantinople. Ainsi l'ambition russe se heurtait à une nouvelle rivale. C'est pourquoi, lorsque commença la guerre, Constantinople apparut très vite comme un des points essentiels et un des enjeux de la lutte, et elle le demeure encore aujourd'hui.

I. — LES AMBITIONS RUSSES.

Au mois de juin 1914, dans une lettre adressée au directeur des *Preussische Jahrbücher*, H. Delbrück, un publiciste russe, le professeur Mitrofanof, écrivait :

« La poussée de la Russie vers le Sud (c'est-à-dire vers Constantinople) est une nécessité historique (on pourrait dire aussi religieuse), politique et économique, et l'État étranger qui s'oppose à cette poussée est *eo ipso* un État ennemi. »

Tradition historique et politique, impérieux besoins économiques, telle est en effet la double et puissante raison des ambitions russes sur Constantinople et les détroits.

Tradition historique et politique. — « Depuis le temps de Rurik, a dit dans le *Novoié Vrémia* le journaliste russe Menchikof, la Russie tend vers les détroits que commande Byzance. » Sans remonter aux entreprises lointaines que les Varègues russes du X^e siècle tentèrent sur Tsarigrad (la ville impériale), il est certain que, depuis le XVIII^e siècle, Constantinople a été l'un des objets constants de l'ambition des tsars. Le testament fameux de Pierre le Grand est un document certainement apocryphe : il n'en indique pas moins nettement les tendances de la politique russe. La première manifestation authentique de ces tendances est le mémoire présenté en 1736 à l'impératrice Anne par le feld-maréchal Münnich, où était prévue en quatre années la conquête de l'empire ottoman, s'achevant par le couronnement de la tsarine dans Sainte-Sophie, « la première et la plus ancienne des églises orthodoxes ». Catherine II rêva de partager l'empire ottoman et d'installer un de ses petits-fils sur le trône restauré de Byzance. En attendant, le traité de Koutchouk-Kaïnardji (1774) ouvrit aux navires de commerce russes le passage des Détroits. Le traité de 1798 (23 décembre) confirmé par celui de 1805

(23 septembre) fit mieux : il permit à la flotte de guerre russe l'accès des détroits et le libre passage de la mer Noire à la Méditerranée, tout en interdisant l'accès de la mer Noire à tout bâtiment étranger. Le tsar Alexandre I^{er} déclarait à ce moment que Constantinople était pour la Russie « la clé de la maison, qui ne devait tomber aux mains d'aucun étranger », et son gouvernement, dans les négociations engagées avec Napoléon I^{er}, revendiquait, outre Constantinople, « les îles de Ténédos et d'Imbros, qui commandent l'entrée des Dardanelles ». Il ne sortit rien alors de ces tractations. Mais en 1833 le traité d'Unkiar-Skélessi (26 juillet) assurait la main-mise de la Russie sur l'empire ottoman : et la Porte s'obligeait, au cas où la Russie se trouverait en guerre avec les puissances occidentales, à fermer les Dardanelles et « à n'y laisser pénétrer, sous quelque prétexte que ce soit, aucun bâtiment de guerre étranger » ; les navires de guerre russes en revanche conservaient le libre passage par les Détroits.

Cependant l'Angleterre, dès 1809, avait, par un traité particulier avec la Turquie (15 janvier), fait échec aux ambitions russes, en obtenant du Sultan la fermeture des détroits, en temps de paix comme en temps de guerre, aux navires de guerre de toute nationalité. On sait comment elle réussit, par la convention de 1841, à faire de cette fermeture un principe de droit international. Mais la Russie devait chercher à briser ses entraves. En 1854, à la veille de la guerre de Crimée, Gortchakof déclarait que la Russie ne pouvait à aucun prix abandonner à une autre puissance les clés de la mer Noire qui sont à Constantinople. Et malgré les traités de 1856, de 1871, de 1878, confirmant la convention des détroits, la Russie n'a jamais considéré la question comme résolue. Enfermée dans une mer sans issue, la mer Noire, elle devait nécessairement chercher à s'affranchir des stipulations qui lui avaient été imposées.

Justification de la tradition politique. — De cette longue tradition politique qui l'entraînait vers Constantinople, la Russie pouvait invoquer de multiples raisons. Raisons historiques, qu'elle tirait aussi bien des ambitions anciennes des princes russes de Kief sur Tsarigrad que du mariage qui en 1472 avait uni le tsar Ivan III à la nièce du dernier empereur Paléologue, et fait ainsi de Moscou l'héritière légitime de Byzance. Raisons religieuses, qui lui faisaient considérer comme un devoir l'affranchissement des chrétiens soumis à la tyrannie ottomane, et rêver de substituer sur la coupole de Sainte-Sophie délivrée la croix d'or au croissant. Raisons ethniques, que le panslavisme proclamait pour appeler l'empire des tsars à la libération des frères slaves.

De ces aspirations idéalistes, renforçant les motifs qui poussaient la Russie vers Constantinople, la littérature politique russe offre d'intéressants témoignages. Dès 1867, Danilevski, l'un des fondateurs du panslavisme, dans le chapitre de son livre : *Nous et l'Europe*, intitulé : *Qui doit posséder Constantinople*, après avoir

montré les avantages énormes que la Russie retirerait de la possession de Constantinople, la sécurité qu'elle en obtiendrait pour les régions méridionales de son territoire, et comment seule la maîtrise de Constantinople et des Détroits pouvait écarter le danger qui menace les frontières sud de la Russie, ajoutait :

« Depuis l'aube de l'histoire russe, l'idéal de la Russie, sa gloire et sa grandeur ont été à Constantinople : quelle gloire ne serait-ce donc pas d'arracher Tsarigrad aux mains des Turcs en dépit de l'Europe, et quel mouvement d'enthousiasme éclaterait, quand de nouveau la croix orthodoxe brillerait sur Sainte-Sophie. »

Dix ans plus tard, le grand écrivain Dostoïevski, dans l'essai publié en mars 1877 sous le titre : « *Tôt ou tard Constantinople doit nous appartenir* », écrivait :

« Oui, Byzance doit être nôtre et non pas seulement parce qu'elle est un port célèbre, une porte, un centre du monde ; non pas seulement du fait de cette nécessité dès longtemps reconnue qu'un géant comme la Russie doit pouvoir sortir enfin de cette chambre close, dont sa tête heurte le plafond, pour s'élancer à travers le vaste monde et respirer l'air libre des mers et des océans. Il y a autre chose, qui n'est pas moins important, par où Constantinople ne peut échapper à la Russie. »

- Et Dostoïevski explique :

« Au nom de quoi, en vertu de quel droit moral la Russie peut-elle revendiquer Constantinople ? C'est comme héraut de l'orthodoxie, comme défenseur et protecteur de la religion, un rôle qui dès le temps d'Ivan III lui a été assigné, qui dans l'écusson russe a mis l'aigle byzantin à deux têtes plus haut que les vieilles armoiries nationales, et qui, depuis Pierre le Grand, s'est manifesté plus puissamment encore quand la Russie a eu la force de remplir sa destinée et est devenue réellement l'unique protectrice des peuples orthodoxes. Voilà la raison, voilà le droit qui nous fait revendiquer l'antique Tsarigrad, et c'est ce que comprendraient même les Slaves les plus jaloux de leur indépendance, et même les Grecs. »

Et insistant sur la nécessité d'une politique « dont toute son histoire a fait un devoir à la Russie », Dostoïevski concluait :

« Dans cette conjoncture nous ne devons faire aucune concession à l'Europe, car il s'agit ici pour nous d'une question de vie ou de mort. Constantinople doit être nôtre : que ce soit plus tôt ou plus tard, il n'importe. Mais en un mot cette redoutable question d'Orient, c'est dans l'avenir presque toute notre destinée. C'est là que sont contenus tous nos devoirs, et surtout notre unique possibilité d'entrer dans la grande histoire de l'humanité... C'est ce que nous autres Russes, nous devons toujours avoir devant les yeux, fermement, immuablement. »

Assurément l'opinion russe n'était point unanime à partager ces sentiments. Il est digne d'attention pourtant qu'aux premiers jours de la guerre le professeur Eugène Troubetzkoï écrivait dans un esprit semblable :

« Ce n'est point pour des buts étroitement nationalistes, égoïstes, mais au nom d'une pensée humaine plus générale et plus haute que la Russie peut établir sa domination sur Tsarigrad et les Détroits. Car Tsarigrad est indissolublement liée à l'idée du tsarisme chrétien... La maîtrise des Détroits peut être nécessaire à la Russie pour lui assurer le pain quotidien, et la possession de Tsarigrad comme condition de sa puissance et de son importance politique. Mais la cathédrale de Sainte-Sophie donne à notre vie nationale son véritable sens, sans lequel toute richesse, tout pouvoir et l'existence même du peuple russe n'ont pas la moindre valeur. C'est là ce pourquoi il vaut pour la Russie la peine de vivre, c'est là ce qui est la seule justification de son existence; c'est là le but au nom duquel la Russie mène aujourd'hui la lutte à la vie et à la mort contre les puissances austro-allemandes à l'Ouest et contre la Turquie à l'Est. Toutes les questions de sa vie se résument, de façon ou d'autre, en cette question centrale : la Russie réussira-t-elle à relever la cathédrale profanée, à rallumer les cierges éteints par les Turcs?... »

Et dans le même esprit mystique, un autre publiciste russe, P. Strouvé, disait : « La maîtrise des détroits est nécessaire à la Russie pour elle-même; elle n'est pas moins nécessaire pour son rôle de paix et de conciliation dans le proche Orient. »

Nécessité économique. — A ces motifs d'ordre politique, à ces considérations d'ordre idéal, se sont, en ces dernières années, ajoutées des raisons pratiques et puissantes d'ordre économique.

Depuis la fin du XIX^e siècle, une profonde transformation économique s'est accomplie en Russie. La construction des chemins de fer rendant possible l'exportation des blés, la création dans la région du Donetz de grands centres industriels ont accru dans des proportions considérables le désir et le besoin d'expansion. En même temps le centre de gravité de l'économie nationale passait de la Russie du Nord et du Centre dans la Russie du Sud; Pétersbourg et Moscou même étaient menacées d'être supplantées par les riches régions du Sud, qui assuraient vraiment la puissance économique de la nation. L'exportation prenait une importance croissante, passant de 528 millions de roubles en 1877 à 766 en 1889, pour monter à 1 001 en 1903. Dans les dernières années, elle atteignait :

1909.....	1 427 millions de roubles.
1910.....	1 449 —
1911.....	1 591 —

dépassant les chiffres de l'importation de 521, 364 et 429 millions de roubles.

Dans cette exportation, le trafic des ports de la mer Noire, débouchés de la Russie du Sud, tenait la place essentielle. En 1877, ce trafic était de 36 millions de roubles seulement; en 1889, il atteignait déjà 351 millions, pour monter à 456 en 1903 et atteindre, dans les dernières années :

1909.....	628 millions de roubles
1910.....	628 —
1911.....	631 —

Ainsi, dans l'ensemble de l'exportation russe, le trafic de la mer Noire qui, entre 1881-1883, représentait un peu plus de 30 %, en constituait 42 % pour la période 1909-1911. Entre 1881 et 1889, il dépassait déjà de 228 millions l'excédent total de l'exportation sur l'importation; pour la période de 1903 à 1911, ce dépassement atteignait plus de 732 millions. Autrement dit, pour ces neuf dernières années, le commerce extérieur de la Russie eût, sans le trafic de la mer Noire, présenté, au lieu d'un actif de 3 018 millions de roubles, un passif de 732 millions.

Les exportations par la mer Noire représentaient en 1911 760 millions de pouds (le poud équivaut à 16 kilogr.) et comprenaient principalement du blé (592 millions de pouds), du naphte (46 millions), du minerai de manganèse (37 millions), du minerai de fer (39 millions). L'exportation du blé tenait donc la première place; pour la période 1909-1911, elle représentait 78 % de l'exportation de la Russie du Sud, et plus de 54 % des exportations de toute la Russie. L'augmentation en a été formidable depuis 1881; de 99 millions de pouds à cette date, elle monte à 301 en 1889, pour atteindre, en 1909, 545 millions; en 1910, 625; en 1911, 592. Dans ces trois dernières années, plus de 72 % de l'exportation de blé russe passait par la mer Noire. On constate la même progression pour l'exportation du froment, de l'orge, du maïs, du seigle, exportés presque entièrement par la mer Noire. De même le naphte et le minerai de manganèse exportés par la mer Noire en 1911 représentent 88 % et presque 100 % de l'exportation générale de ces produits, et le minerai de fer 72 %.

Or, pour toutes ces exportations de la Russie du Sud, il n'existe qu'une seule route maritime, celle des Dardanelles; les Détroits sont la clé du commerce de la mer Noire. Que l'on suppose cette route fermée, l'exportation de la Russie du Sud interrompue en conséquence pour un temps plus ou moins long, on voit les graves conséquences qui en résulteront pour un pays qui, devant à l'étranger plus qu'il n'en reçoit, a besoin d'exporter plus qu'il n'importe; c'est la ruine de l'économie nationale et ce peut être la banqueroute. La Russie a donc un besoin absolu, pour sa vie économique, du libre passage, ou mieux, de la maîtrise des Détroits.

Ainsi, aux raisons politiques ou religieuses qui donnaient à la Russie le désir de posséder Constantinople, se sont ajoutées et presque substituées des raisons économiques, qui touchent à l'existence même de l'État. Il est intéressant de noter que l'Allemagne elle-même reconnaît la force de ces raisons, « le besoin élémentaire », « l'amère nécessité de son existence », qui imposent à la Russie d'étendre la main vers Constantinople. « Le bonheur et le malheur de la Russie, avouent les publicistes allemands, sont entre les mains de l'État qui domine les Dardanelles »⁽¹⁾. A plus forte raison comprend-on que le russe Mitrofanof écrive :

⁽¹⁾ Cf. l'intéressant mémoire d'Axel Schmidt et Hermann: *Das Endziel Russlands*, publié dans la collection de Rohrbach, *Die russische Gefahr*, 1916.

« Pour la Russie, la question des Balkans n'est point une guerre de luxe, un rêve aventureux des slavophiles ; sa solution est incontestablement une nécessité économique et politique », et que, rappelant les conditions particulières de l'exportation russe, il conclue : « Seule la possession du Bosphore et des Dardanelles peut mettre fin à cet intolérable état de choses, car l'existence d'une puissance mondiale comme la Russie ne saurait dépendre du hasard et d'un caprice étranger. » On comprend que l'homme d'État qu'est le Russe Milioukof insiste sur « l'intérêt vital » qu'a la Russie à la possession des Détroits, et que Constantinople soit nécessairement, comme disent les Allemands, « le but suprême » (*das Endziel*) des ambitions et de la politique russe.

II. — LES AMBITIONS ALLEMANDES.

Mais, sur cette route qu'elle convoite et dont elle a besoin, la Russie a rencontré une ambition rivale : celle de l'Allemagne.

Origine des ambitions allemandes. — « Si la Russie veut aller à Constantinople, disait jadis Bismarck, ce n'est pas moi qui chercherais à l'en empêcher. » L'Allemagne de Guillaume II a changé tout cela. Elle se réclame volontiers, pour justifier sa politique nouvelle, de la tradition de Frédéric II, songeant à conclure un traité entre la Prusse et la Turquie ; elle rappelle volontiers, comme une prophétie, la phrase fameuse de Frédéric List : « Il serait possible, en Asie Mineure, de créer, par une conquête pacifique, une nouvelle Allemagne qui offrirait en grandeur, en population et en richesse à la vieille Allemagne le plus solide bastion contre le danger russe. » Non content d'avoir jadis, avec Moltke, et plus récemment (1882) avec von der Goltz, travaillé à la réorganisation militaire de la Turquie, elle entrevoit en Orient de vastes débouchés économiques, un large champ ouvert au commerce allemand, et peut-être davantage.

En 1886, dans son livre : *Babylonien, das reichste Land in der Vorzeit und das lohnendste Kolonisationsfeld für die Gegenwart*, Sprenger, un orientaliste autrichien, écrivait : « L'Orient est le seul territoire du globe qui n'ait pas encore été saisi par l'une des nations cherchant à s'élever ; or c'est le plus beau champ de colonisation, et si l'Allemagne ne laisse pas passer l'occasion de s'en emparer avant que les cosaques n'étendent la main vers lui, elle aura acquis le meilleur lot dans le partage de la terre. » Il semble qu'à cet appel l'Allemagne déjà tournée ses regards vers l'Orient. En 1888, Guillaume II fait sa première visite à Constantinople ; la même année, la Turquie accorde à une société allemande, avec l'exploitation des chemins de fer déjà construits en Asie Mineure, la concession du réseau d'Anatolie. Mais c'est surtout depuis 1898 que la politique allemande a montré toutes ses ambitions sur l'Orient.

1898, c'est le moment où Guillaume II, à Damas, dans un discours fameux, se proclamait « l'ami pour toujours du sultan et des 300 millions de musulmans épars dans le monde »; où la Ligue pangermaniste publiait un manifeste sous ce titre : « *Les droits de l'Allemagne à l'héritage de la Turquie* »; où Naumann, l'auteur futur du *Mitteuropa*, montrait la force de travail que l'Allemagne pourrait introduire en Turquie — et le bon placement qu'elle y pourrait faire — en mettant à la disposition de l'Empire ottoman de l'argent et des hommes (artisans, soldats, administrateurs, paysans), des rails, des machines et des banques. Mais 1898, c'est surtout le moment où prenait corps la grande idée du chemin de fer de Bagdad, dont la concession définitive fut en 1902 accordée à une société allemande et qui apparaît dès lors comme la manifestation la plus éclatante des ambitions allemandes en Orient.

La politique de la « Bagdadbahn ». — On sait tout ce que l'Allemagne attend du Bagdad, et quelles « perspectives infinies », comme disait le prince de Bülow, a ouvertes à son ambition ce rêve d'exploiter l'Orient qui, selon le mot du même M. de Bülow, « demeure une des grandes tâches de l'Allemagne dans l'avenir ». La littérature politique et la presse allemandes ont célébré à l'envi tous les profits que l'Allemagne tirera de la mise en valeur du monde asiatique. Elle en exploitera d'abord les merveilleuses richesses naturelles, les cuivres du Taurus cilicien et arménien, les pétroles d'Assyrie, les charbons et aussi le tabac et les fruits. Grâce à l'introduction des méthodes modernes et à de vastes travaux d'irrigation, elle rendra à l'agriculture — et elle a rendu déjà — d'énormes espaces, dans la plaine de Konia, dans celle d'Adana, dans la région d'Alep, où la culture du coton prospérera merveilleusement. La Mésopotamie repeuplée, rendue à son antique prospérité, fournira d'incomparables récoltes de blé et de coton. Et partout un champ d'action admirable s'ouvrira à l'activité et à la colonisation allemandes. L'Allemagne enverra aux Turcs les techniciens, les ingénieurs, les conseillers dont ils ont besoin; elle leur fournira les machines agricoles et industrielles, les engrais, tout ce qui aidera à la fertilité d'un sol merveilleux.

Mais surtout la grande voie ferrée qui unira la mer du Nord au Golfe Persique, le chemin de fer qui sera vraiment « l'épine dorsale » de la Turquie, aura une importance prodigieuse : importance économique, car il unira l'Europe centrale à l'Orient, ouvrira l'Asie Mineure à la colonisation allemande, concurrencera la route du canal de Suez; importance militaire, car il permettra à la Turquie de transporter plus rapidement ses soldats en Europe ou sur la frontière russe d'Asie; importance politique, car cette grande artère menace tout ensemble l'Angleterre et la Russie, auxquelles se heurte la politique mondiale de l'Allemagne. « Chaque centaine de kilomètres de rails, écrivait Rohrbach en 1911, entre le Taurus et

Alep peut un jour avoir pour l'Angleterre la même signification qu'un nouveau dreadnought que l'Allemagne peut mettre en ligne sur mer. » En tout cas, la route continentale allemande, échappant à la maîtrise anglaise de la mer, affranchira l'Allemagne du monopole maritime de l'Angleterre. De la Turquie où elle dominera, l'Allemagne menacera l'Égypte, « le talon d'Achille de l'Angleterre », ce « boyau par lequel passe tout le commerce anglais avec l'Océan Indien et le Pacifique », qu'il sera facile « de comprimer si fort que rien n'y pourra plus passer »; elle menacera même les Indes aux portes desquelles l'amènera le chemin de fer de Bagdad. Pareillement elle menacera la Russie dont elle interceptera les communications en Orient et les libres relations avec l'Europe, dont elle ébranlera le prestige parmi ses anciens clients des Balkans.

Bien avant 1914, la littérature pangermaniste montrait les avantages de cette politique et la nécessité de la pratiquer. En 1906, Hasse, président de la Ligue pangermaniste, déclarait que la future expansion allemande devait englober tout le bassin du Danube, la péninsule balkanique, l'Asie Mineure jusqu'au Golfe Persique. En 1911, Rohrbach expliquait l'antagonisme de la politique allemande, fondée sur la conservation et l'affermissement de la Turquie, avec la politique anglaise, et la façon dont les deux puissances devaient se heurter sur le chemin de Bagdad. La même année, Tannenbergh proclamait que la ligne de Hambourg au Golfe Persique était une des tâches essentielles de la grande Allemagne au xx^e siècle et réclamait pour son pays le protectorat de la Turquie d'Asie. Et Ritter, en 1913, dans sa brochure *Berlin-Bagdad*, s'exprimait ainsi :

« La confédération des États du centre de l'Europe comme puissance protectrice de l'Asie Mineure, avec le privilège de l'ouverture et de la colonisation du pays, voilà la seule solution possible de la question d'Orient. . . . Berlin-Bagdad, voilà quel doit être le mot d'ordre et le but. De la terre pour les paysans, un vaste territoire économique, le salut du germanisme dans la monarchie danubienne, le salut de cette monarchie même, l'union du germanisme tout entier, la porte ouverte au Sud-Est et l'accès libre aux anciennes routes du germanisme, la protection des peuples non slaves du Sud-Est contre le panslavisme, enfin Berlin-Bagdad, le mot qui comprend tout, voilà notre cri de ralliement. . . L'avenir de notre race dépend de la réalisation du devoir qu'est la construction du Berlin-Bagdad. Si nous manquons à ce devoir, il n'y aura plus dans le monde de terre habitable où l'Allemand puisse entrer en maître. . . Un nuage terriblement noir nous menace. Une tempête doit s'élever pour déchirer ces nuages; comme un ouragan, le cri de ralliement doit voler à travers le pays : Un *Mittel europa* uni; Berlin-Bagdad ».

Or, pour le succès de l'entreprise, pour la réalisation du grand rêve oriental de l'Allemagne, il y avait une condition nécessaire : c'était, comme le remarquait le comte Reventlow, « la liberté et la sécurité de la ligne Berlin-Vienne-Constantinople, donc une ligne libre à travers la péninsule balkanique ». Et c'était davantage encore la nécessité de la maîtrise de Constantinople et des Détroits.

« Si une puissance étrangère, écrivait Rohrbach, remplace les Turcs au point où les Détroits séparent la fin de la ligne européenne et le commencement du rail asiatique, c'en est fait de l'avenir de l'Allemagne. . . Si l'ennemi des Turcs est établi à Constantinople, c'en est fait pour nous de l'espoir d'atteindre tous les biens au delà du Bosphore. . . Si le Russe est maître des Détroits, si l'Anglais s'installe sur l'Euphrate, les rêves de renaissance de l'Islam sous l'égide de l'Allemagne ne seront plus qu'un de ces épisodes dont l'histoire dira que le résultat n'a pas répondu à la conception. Si les Turcs sont chassés de Constantinople, c'est un mur d'airain qui s'élève entre nous et l'Orient ⁽¹⁾. »

De là résulte, impérieuse, l'obligation pour l'Allemagne de maintenir les Turcs à Constantinople, de faire de la conservation de la Turquie un des points d'appui de la politique allemande, « un élément essentiel, dit Reventlow, de l'avenir de l'Allemagne »; et de même que les Russes trouvent *un intérêt vital* à être les maîtres des Détroits, l'Allemagne, par la plume du prince de Bülow, déclare que « la conservation de la Turquie est d'un *intérêt vital* pour elle ».

Antagonisme des ambitions allemandes et russes. — Entre ces deux ambitions, le conflit était inévitable.

« Il n'y a ici, écrit A. Schmidt, que deux solutions possibles. Tout compromis est exclu. Notre ligne économique-politique Berlin-Bagdad est coupée à Constantinople par la ligne d'expansion russe Odessa-Méditerranée. Allemagne ou Russie, voilà le mot d'ordre, et non point Russie et amitié turque, comme le veulent faire accroire certains politiciens naïfs. Si la Russie est une fois solidement établie à Constantinople, il ne restera à l'Allemagne qu'à traîner sa triste existence comme vassale soit de la Russie, soit de l'Angleterre comme un Portugal de qualité supérieure ⁽²⁾. . . Dans le conflit russo-allemand au sujet de Constantinople, il n'existe pas de possibilité de conciliation ⁽³⁾. »

« Que les Russes, écrit Rohrbach, aient besoin ou non du Bosphore et des Dardanelles pour atteindre le but de leur politique nationale, peu nous importe; s'ils s'emparent de Constantinople et des Détroits, c'en est fait à jamais du grand avenir allemand. Que Constantinople soit pour la Russie la ville du destin, soit : elle l'est de même pour nous. . . Si elle devient russe, un insurmontable obstacle nous empêchera, nous autres Allemands, de devenir un peuple mondial. Constantinople russe, c'est l'Allemagne exclue de l'Orient, et l'Orient partagé entre les puissances qui nous sont hostiles. Tout nous oblige à considérer l'idée d'une domination russe sur les Détroits comme scellant la ruine du grand avenir allemand. Si grand que soit le désir qui pousse les Russes à Constantinople, nous ne pouvons jamais consentir à ce qu'ils s'y établissent ⁽⁴⁾. »

Les Russes parlaient avec une semblable intransigeance. Maklakof dénonçait « l'antagonisme irréconciliable et fatal des intérêts de la Russie et de l'Allemagne » et il ajoutait dans son discours de Moscou :

⁽¹⁾ ROHRBACH, Konstantinopel (dans *Das grösere Deutschland*, 18 septembre 1915, p. 1228-1229).

⁽²⁾ Schmidt, *das Endziel Russlands*, p. 76.

⁽³⁾ *Ibid.*, p. 80.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, p. 3 et 9.

Du jour où les rêves d'unité allemande ont pris une direction impérialiste, du jour où le nouvel empire a tâché de s'étendre de la mer du Nord au golfe Persique, de ce jour l'Allemagne et la Russie sont devenues ennemies. Ou bien l'Allemagne doit renoncer à son rêve, renoncer à son hégémonie, ou bien nous devons assister en spectateurs tranquilles à la germanisation des Slaves des Balkans et d'Autriche, oublier notre rêve de Tsarigrad et admettre que nous aurons l'Allemagne pour voisine au Caucase.

Milioukof déclarait de même :

L'Allemagne a besoin des Détroits pour réaliser ses visées d'hégémonie, pour réaliser sa formule Berlin-Bagdad, et nous Russes, nous avons besoin des Détroits pour assurer notre exportation sans entraves et sans menace pour qui que ce soit. Ainsi, personne ne peut avoir aucun doute sur la puissance à laquelle doivent appartenir les Détroits : à l'Allemagne ou bien à la Russie.

Succès des Allemands. — Mais, dans la lutte ainsi engagée, et bien avant 1914, les succès des deux adversaires étaient assez différents. Lentement, progressivement, l'Allemagne mettait la main sur Constantinople, préparant l'absorption économique, politique, militaire de l'empire ottoman; et le gouvernement jeune-Turc, dont on avait pu croire un moment qu'il réagirait contre la mainmise allemande, ne se montrait pas moins empressé, avec les Talaat-bey et les Enver-pacha, à servir l'Allemagne que ne l'avait été le gouvernement d'Abdul-Hamid. Aussi la puissance de l'Allemagne grandissait-elle en Turquie incessamment.

Ses importations dans l'empire ottoman, qui représentaient, en 1887, 6 % seulement des importations en Turquie, avaient passé en 1910 à 21 %; la part de l'Autriche montait semblablement de 13 % à 21 %; en sorte que les puissances centrales accaparaient près de la moitié des importations dans l'Orient ottoman. Pendant ce temps, l'Angleterre reculait de 60 % à 35 %, la France de 18 % à 11 %. En Turquie d'Europe, les capitaux allemands et autrichiens s'emparaient de la Compagnie des chemins de fer orientaux. En Asie, la Société du Bagdad obtenait de 1908 à 1911 toute une série de concessions nouvelles, en particulier l'exploitation de la ligne Osmanié-Alexandrette et du port d'Alexandrette, excellent débouché sur la Méditerranée, et un peu plus tard, le prolongement de la ligne de Bagdad à Bassorah. En décembre 1913, l'envoi de la mission militaire que dirigeait le général Liman von Sanders assurait, malgré les protestations de la Russie, l'influence allemande sur l'armée ottomane. La prépondérance de l'Allemagne en Turquie était évidente et l'accord de jour en jour plus étroit entre les deux gouvernements. Il était aisé de prévoir, au cas d'un conflit entre la Russie et l'Allemagne, de quel côté la Turquie se rangerait.

III. — LES AMBITIONS BALKANIQUES.

La poussée vers Byzance au moyen âge. — La Russie et l'Allemagne ne sont point les seules à convoiter Constantinople. Durant tout le moyen âge, aussi longtemps que dura l'Empire byzantin, les états qui successivement grandirent à côté de lui dans la péninsule balkanique ont rêvé d'y conquérir l'hégémonie, en s'assurant la possession de Constantinople. Ce fut le but du premier empire bulgare qui, au x^e siècle, sous l'impulsion vigoureuse des tsars Syméon et Samuel, s'étendit des bords du Danube aux rivages de l'Adriatique, jusqu'à l'Épire et à la Thessalie, et faillit, en 924, établir sa capitale à Byzance. Ce fut au xiii^e siècle le but du second empire bulgare qui, sous les Asen, s'étendit de la mer Noire à l'Adriatique et à la mer Égée; et il s'en fallut de peu, en 1228, qu'un tsar bulgare ne régnât à Constantinople. Ce fut aussi au xiv^e siècle le but du grand empire serbe que fonda Étienne Douchan, de cette grande Serbie qui comprit un moment toute la Macédoine occidentale, l'Albanie, l'Épire, la Thessalie, la Bosnie, le littoral de l'Adriatique; et il s'en fallut de peu, en 1355, qu'un tsar serbe n'entrât en vainqueur à Byzance.

Aspirations actuelles. — De tant de rêves caressés, de tant d'ambitions presque réalisées, le souvenir ne s'est point effacé. Si la Serbie a renoncé à toute prétention du côté de Constantinople, la Bulgarie, en revanche, a toujours secrètement orienté vers le Bosphore les âpres convoitises de sa politique. Le tsar Ferdinand a rêvé bien souvent de poser sur sa tête, sous les voûtes de Sainte-Sophie, la couronne impériale, de se faire proclamer, comme le fit autrefois Syméon, son lointain prédécesseur, « tsar et autocrate des Bulgares et des Grecs »; et l'on n'ignore point qu'il s'est fait, dans un portrait célèbre, représenter dans le pompeux costume des empereurs byzantins. Constantinople fut assurément, dans la guerre balkanique de 1912-1913, l'objet précis des ambitions de la Bulgarie; et si la menace russe arrêta alors devant les lignes de Tchataldja ses armées victorieuses et leur interdit Constantinople, on peut croire que l'âme rancunière du tsar Ferdinand n'a point oublié cette déception ni pardonné à ceux qui la lui infligèrent.

Il suffira de noter pour mémoire les aspirations de la Grèce à la possession de Constantinople. La Grèce se proclame volontiers l'héritière de Byzance, et elle se tient pour une héritière plus légitime que ne sauraient l'être les peuples slaves. Pourtant, dans les deux longs mémoires où, à la fin de 1914, Venizelos exposait au roi Constantin l'orientation à donner à la politique hellénique, c'est surtout en Asie Mineure qu'il entrevoyait pour la Grèce de vastes agrandissements. Et dans les négociations qui, au commencement de 1915, s'engagèrent au sujet de la

participation de la flotte et de l'armée grecques à l'expédition des Dardanelles, les réserves, assez maladroites d'ailleurs, que la Russie formula relativement à la présence éventuelle des troupes helléniques à Constantinople ne semblent pas avoir pesé bien lourdement sur l'échec final de ces tractations.

Antagonisme avec la politique russe. — Pour ces ambitions diverses, pour celles surtout de la Bulgarie, l'occupation éventuelle de Constantinople par la Russie est une très grave inquiétude. Économiquement, elle n'est pas un moindre souci pour les États balkaniques riverains de la mer Noire, Bulgarie et Roumanie, menacés de voir entravée, si la Russie commande le passage des détroits, la liberté de leurs exportations par mer. L'Allemagne n'a rien épargné depuis le commencement de la guerre pour cultiver ces inquiétudes : et ce n'a point été, semble-t-il, sans résultat. Dans le très curieux mémorandum par lequel, en août 1915, le gouvernement bulgare expliqua à son peuple les raisons qui le déterminaient à sortir de la neutralité pour s'allier aux Empires centraux⁽¹⁾, on rappelle que « la Russie fait la guerre pour conquérir Constantinople et les Dardanelles », et combien une Grande Bulgarie générerait ses intérêts et ses aspirations. On rappelle comment, en 1913, la Russie a aidé à dépouiller la Bulgarie pour agrandir la Serbie : « il est donc clair que la Bulgarie se suiciderait, si elle mettait sa confiance dans la protection de la Russie ». Mais surtout on rappelle les accords conclus entre l'Angleterre et la Russie, par lesquels « la Russie obtient, le long de la mer Noire, une bande de littoral enlevée à la Roumanie, à la Bulgarie et à la Turquie, pendant que les îles demeurent au pouvoir de l'Angleterre. De cette façon, la Russie possédera une route de terre pour atteindre Constantinople, et, en cas de victoire de l'Entente, ce n'est pas seulement Constantinople que la Russie obtiendra, mais encore Varna et Bourgas ». Assurément, dans ce document, la haine contre la Serbie tient la place essentielle, et là encore, parce que l'agrandissement de la Serbie sera l'effet de la protection russe, la Bulgarie prend parti contre l'empire des tsars. Mais la question de Constantinople et des Détroits n'en a pas moins pesé d'un lourd poids sur les résolutions de la Bulgarie.

IV. — LA LUTTE POUR CONSTANTINOPLE.

Dans ces conditions, lorsqu'au mois d'août 1914, la guerre éclata, il fut évident que la lutte pour Constantinople serait un des points centraux de la guerre. « La guerre, écrit Rohrbach, se décidera en grande partie sur le terrain oriental. L'objet de la lutte, ce sont les Dardanelles, c'est l'Égypte . . . Si nous vainquons dans cette guerre, la réorganisation politique et culturelle de l'Orient nous sera

⁽¹⁾ Ce remarquable document a été publié par la *Frankfurter Zeitung* (8 et 9 octobre 1915).

dévolue »⁽¹⁾. Et Schäfer, rappelant comment, depuis 1903, l'Angleterre s'était désintéressée de Constantinople et avait vu, au lieu de la Russie, dans l'Allemagne sa plus redoutable ennemie, expliquait que la grande question de la politique européenne au xx^e siècle serait : Constantinople restera-t-elle turque ou les Indes demeureront-elles anglaises⁽²⁾? De leur côté, les puissances de l'Entente n'attachaient pas moins d'importance à la question des Détroits et à l'attitude que prendrait la Turquie ; les Dardanelles et le Bosphore étaient en effet la seule voie de communication facile entre la Russie et ses alliés d'Occident.

La Turquie prend parti pour l'Allemagne. — Dès les premiers jours de la guerre, l'attitude de la Turquie se dessina. Le 11 août 1914, deux navires de guerre allemands, le *Gæben* et le *Breslau*, franchissaient les Dardanelles, et le Gouvernement turc, au lieu de les désarmer ou de les renvoyer au bout de vingt-quatre heures, comme l'y obligeaient les règles du droit international, les faisait, par une vente fictive, passer sous pavillon ottoman. On s'est demandé si l'escadre anglaise, qui poursuivait les bâtiments allemands, n'eût pas été sage, au lieu de s'arrêter à l'entrée des Dardanelles, d'entrer dans les Détroits à la suite de ses adversaires, de les couler devant Constantinople, et si cet acte de vigueur n'eût point intimidé la Turquie encore hésitante ; Harden, dans la *Zukunft*, a déclaré que cette inaction était la première de la longue série des fautes qu'a commises en Orient la politique de l'Entente. On a répondu à ce reproche en indiquant les graves conséquences que pouvait avoir alors, pour des puissances qui, comme l'Angleterre et la France, ont un grand nombre de sujets musulmans, cet attentat à la liberté du khalife. Il se peut. Cependant, il est certain que, dès ce moment, il n'y avait plus grand chose à perdre vis-à-vis d'une Turquie inféodée à l'Allemagne, et déjà son alliée. Dès le 5 août 1914, le Ministre de Grèce à Berlin télégraphiait à Athènes : « L'empereur fait savoir à S. M. (le roi Constantin) qu'une alliance a été conclue aujourd'hui entre l'Allemagne et la Turquie ».

L'Entente pourtant négocia, et se laissa jouer. Le second livre bleu anglais et le second livre orange russe conservent la série des protestations vaines et des demandes stériles que, pendant près de trois mois, la diplomatie multiplia à Constantinople. Elle se flattait de retenir la Turquie dans la neutralité en lui promettant la garantie collective des puissances de « respecter l'indépendance et l'intégrité de la Turquie », l'engagement qu'aucune des conditions de la paix ne porterait préjudice à cette indépendance et à cette intégrité, pourvu que la Turquie restât neutre et facilitât dans les Détroits « le passage paisible et ininter-

⁽¹⁾ Röhrbach, *Unsere kolonial Zukunftsarbeit*, 1916.

⁽²⁾ C. A. Schäfer, *Die Entwicklung der Bagdadbahn-Politik*, 1916, p. 55-56.

rompu des vaisseaux marchands »⁽¹⁾. L'Allemagne, pendant ce temps, agissait. Elle envoyait à Constantinople, par la Roumanie et la Bulgarie, des officiers, des soldats, des marins, des techniciens, des canons, des munitions, des mines. Elle multipliait « les promesses, tellement séductrices qu'il était bien difficile d'y résister », comme l'avouait un ministre turc⁽²⁾. Et la Turquie se laissait séduire. Dès les premiers jours d'août, elle avait ordonné la mobilisation générale et refusé de renvoyer la mission militaire allemande ; elle encourageait ouvertement la propagande panislamique ; elle faisait ouvertement en Syrie des préparatifs contre l'Égypte. A la fin de septembre, elle signait une convention par laquelle elle s'engageait à marcher immédiatement contre la Russie, après avoir reçu les subsides d'argent de l'Allemagne⁽³⁾. Et l'ambassadeur d'Angleterre disait au grand vizir, non sans ironie, qu'il était « très surpris de cette attitude, mais personnellement quelque peu soulagé : car garantir l'intégrité et l'indépendance de la Turquie, c'était comme si l'on garantissait la vie d'un homme qui serait décidé à se suicider »⁽⁴⁾. La Turquie était décidée. Le 29 octobre, sa flotte allait bombarder Odessa, et 2 000 Bédouins passaient la frontière égyptienne. C'était la guerre.

Accords de 1915 attribuant Constantinople à la Russie. — De ce fait tombaient toutes les offres qu'avait faites l'Entente de garantir l'intégrité et l'indépendance de la Turquie. La question se posait de savoir ce que deviendraient, au jour de la paix, Constantinople et les Détroits.

Dans la note collective par laquelle, le 10 janvier 1917, les puissances de l'Entente répondaient au message du président Wilson, on trouve, parmi les buts de guerre des alliés, « le rejet hors d'Europe de l'empire ottoman, décidément étranger à la civilisation occidentale ». C'était le bref résumé des accords conclus en février-mars 1915, entre l'Angleterre, la France et la Russie, et auxquels l'Italie adhéra ultérieurement. Par ces accords, la Russie obtenait la possession de Constantinople et des Détroits, avec les îles de la mer de Marmara, Imbros et Ténédos à l'entrée des Dardanelles, et de vastes territoires en Asie Mineure. L'Angleterre recevait la Mésopotamie, Bagdad et le port de Caïffa en Syrie ; la France acquérait la Syrie. C'était le partage de l'empire turc et la ruine du rêve oriental allemand.

Depuis lors, conformément à ces accords, les chefs responsables de la politique russe n'ont pas cessé de proclamer ouvertement les vues de la politique russe sur Constantinople. En février 1916, parlant devant la Douma, Sazonof, faisant allusion « au plan de domination politique et économique de l'Allemagne sur l'empire turc », disait :

⁽¹⁾ *Livre bleu anglais*, n° 28 (22 août 1914).

⁽²⁾ *Ibid.*, n° 87.

⁽³⁾ *Livre orange*, n° 30.

⁽⁴⁾ *Livre bleu*, n° 64.

Les plans élaborés par les hommes d'État, et aussi par les savants, les missionnaires, les financiers, nous les connaissons. Ils furent élaborés avec un esprit de suite bien allemand. Ils consisteraient dans la fondation d'un énorme empire germano-musulman qui irait de l'embouchure de l'Escaut au golfe Persique. Cet empire, qui apparaît dans les songes pangermanistes comme un nouveau khalifat, auquel conviendrait le nom de khalifat de Berlin, doit d'après eux, porter un coup mortel à l'existence historique de la Russie et de la Grande-Bretagne.

Le mois suivant, dans la discussion du budget des affaires étrangères, Milioukof précisait le point de vue russe. Rappelant les droits de la Russie à obtenir « la sortie vers la mer libre », il ajoutait :

L'annexion des Détroits ne sera pas une annexion territoriale, car la vaste Russie n'a pas besoin de territoires nouveaux, mais elle ne peut pas prospérer sans la mer libre. L'idéal géographique de l'Allemagne est évidemment la route Berlin-Bagdad. Or, du moment que nous sommes conscients de ces plans de l'Allemagne, nous n'avons pas le choix. Il ne s'agit pas de savoir si les Détroits devront être russes ou turcs, mais d'empêcher qu'ils ne deviennent allemands.

Le député Markof, dans la même discussion, était plus net encore et revendiquait formellement pour la Russie non seulement les Détroits, mais Constantinople, sans préjudice d'Andrinople et d'une partie de l'Asie Mineure. Au courant de 1916, le premier ministre Stürmer révélait, pour la première fois dans un discours officiel, que satisfaction avait été accordée sur ces points aux ambitions russes, et son successeur Trépof, dans son grand exposé de décembre 1916, déclarait à la Douma :

Je ne puis pas ne pas toucher à une question qui tient au cœur de chaque Russe. Depuis plus de mille ans, la Russie tend à obtenir vers le midi une issue libre dans une mer ouverte. Les clés du Bosphore et des Dardanelles, le bouclier d'Oleg sur la porte de Constantinople, voilà les rêves séculaires intimes du peuple dans toutes les époques de son existence. Eh bien, ces aspirations sont près de se réaliser. Dès le commencement de la guerre, voulant épargner des vies humaines, nous avons, d'accord avec nos alliés, fait tout notre possible pour écarter la Turquie d'une participation insensée aux hostilités. La France, l'Angleterre et la Russie n'ont pas cherché à faire entrer la Turquie dans la guerre; elles ont seulement insisté sur le fait que, dans son propre intérêt, elle devait rester neutre. En même temps, des assurances et des promesses formelles ont été données à la Turquie, lui garantissant, en échange de sa neutralité, l'intégrité de son territoire et son indépendance, en lui conférant certains privilèges et avantages. Mais ces efforts ont été vains et, aveuglée par les fallacieuses promesses des Allemands, la Turquie, en nous attaquant subrepticement, a scellé sa destinée. Les intérêts vitaux de la Russie sont aussi bien compris par nos fidèles alliés que par nous-mêmes, et c'est pourquoi l'accord que nous avons conclu en 1915 avec la Grande-Bretagne et la France, et auquel a adhéré l'Italie, établit d'une façon définitive le droit de la Russie aux Détroits et à Constantinople. Le peuple russe doit savoir pourquoi il répand son sang et, de concert avec nos alliés, la déclaration de cet accord se fait ici aujourd'hui du haut de cette tribune.

La presse russe enregistrait avec joie ces solennelles déclarations. On lisait dans le *Novoïe Vrémia* :

La remise des Détroits à la Russie constitue un moyen unique de détruire dans leurs racines les plans agressifs de l'Allemagne, plans dangereux pour toute l'humanité, et pour assurer ainsi la paix européenne pour de longues années.

L'Allemagne exploite son accord avec la Turquie. — Dès le lendemain des accords de 1915, on s'était préoccupé de les réaliser, de rouvrir surtout la route entre la Russie et l'Occident, en s'emparant des Détroits et de Constantinople. On sait quel fut, malgré tout l'héroïsme qui y fut dépensé, l'insuccès de la malheureuse expédition des Dardanelles (mars 1915-janvier 1916). A ces entreprises, l'Allemagne répondait en exploitant les inquiétudes et les ambitions de la Bulgarie qu'elle déterminait à entrer dans la guerre (septembre 1915); l'écrasement de la Serbie (fin 1915) lui rouvrait les libres communications avec la Turquie, et permettait de rétablir les relations par chemin de fer de Berlin à Constantinople, entre lesquelles le « train des Balkans » circulait pour la première fois le 15 janvier 1916.

La presse, la littérature politiques allemandes ont mené grand bruit autour de ces événements, qui non seulement permettaient de ravitailler la Turquie en matériel de guerre, en munitions et en hommes, mais brisaient l'encerclement par où l'Entente se flattait de réduire les Empires centraux. En termes magnifiques elles célébraient la renaissance de la Turquie, rajeunie, fortifiée, réformée, enrichie par les soins de l'Allemagne, « aussi intéressée à la régénération politique de l'Empire ottoman qu'à sa grandeur militaire et à son développement économique » (*Frankfurter Zeitung*, 24 août 1915). En même temps que le train allemand atteignait de nouveau le Bosphore, malgré la guerre, on continuait activement les travaux du chemin de fer de Bagdad, achevant, à travers l'Amanus, la section Islahié-Mamoureh (54 kilom.) ouverte au 1^{er} février 1916 à un trafic réduit et en pleine exploitation depuis le 1^{er} octobre 1916; poussant, dans le Taurus, les travaux de la section Dorak-Karapoumar (52 kilom.), actuellement sans doute terminée; de telle sorte qu'on peut aller par voie ferrée ininterrompue du Bosphore à Djerablous sur l'Euphrate et à Ras-el-Aïn. Des publications nombreuses exaltaient les avantages militaires, politiques, économiques que l'Allemagne allait trouver au rétablissement des relations avec Constantinople, à l'ouverture de la route mondiale qui va de Hambourg au golfe Persique, symbole du rapprochement de l'Orient et de l'Occident, de l'entrée de la Turquie dans la sphère d'influence économique de l'Allemagne⁽¹⁾. Déjà elles voyaient la Bul-

⁽¹⁾ On peut citer : Junge, *Die deutsch-türkischen Wirtschaftsbeziehungen*, 1916; Marré, *Die Türken und wir nach dem Kriege*, 1916; Schäfer, *Die Entwicklung der Bagdadbahn-Politik*, 1916.

garié apportant à l'Europe centrale son maïs, son orge, son seigle, la Roumanie lui fournissant son pétrole et son blé, la Turquie lui donnant ses cotons et ses laines, ses cuivres et ses tabacs, son bétail et ses cuirs; et, satisfaite du présent, de la main-mise rétablie sur Constantinople, l'Allemagne caressait pour l'avenir les plus vastes espérances.

V. — LA POSITION ACTUELLE DU PROBLÈME.

La révolution russe dénonce les accords de 1915. — Les événements depuis lors n'ont point trompé ces espérances. L'écrasement de la Roumanie (fin 1916) a fortifié dans la péninsule balkanique la puissance et le prestige de l'Allemagne. La révolution russe, au contraire, a modifié profondément, dans la question de Constantinople et des Détroits, la politique de la Russie et de ses alliés.

Assurément les premières déclarations du gouvernement provisoire n'avaient rien changé aux buts de guerre précédemment exposés. Le ministre des Affaires étrangères Milioukof, insistant en avril 1917 sur « la nécessité de reconnaître à la Russie le droit à la possession des Détroits », déclarait nettement : « Les Détroits à la Russie, telle est, à mon avis, l'unique façon de liquider ce problème ». La note du 1^{er} mai, communiquant aux gouvernements alliés le manifeste publié le 9 avril par le gouvernement provisoire, parlait de même, quoique en termes plus vagues, de « la sauvegarde des droits acquis de la patrie et du respect des engagements assumés par la Russie ». Mais bientôt la protestation du *Soviet* obligeait le gouvernement provisoire à déclarer (18 mai) que la Russie n'entendait point « s'emparer par la force des territoires étrangers » et qu'elle se proposait de conclure une paix « sans annexions ni contributions ». C'était l'abandon des prétentions russes à la conquête de Constantinople, à la possession des Détroits; et le chancelier Michaelis, dans son discours du 28 juillet 1917, enregistrait avec une visible satisfaction la nouvelle que les « représentants de la Russie auraient déclaré qu'ils ne tenaient aucunement à Constantinople, cette ville n'étant pas russe ». Du fait de ce renoncement, la question prenait une forme nouvelle; la revision des accords de 1915 s'imposait.

Les Alliés envisagent l'internationalisation des Détroits. — En conséquence, dans son discours du 5 janvier 1918, Lloyd George déclarait :

« Nous ne nous battons pas pour priver la Turquie de sa capitale ou de ses pays tristes et fameux d'Asie ou de Thrace, dont la population principale est de race ottomane... Nous ne contestons pas le maintien de l'empire ottoman dans les pays habités par la race turque, ni le maintien de sa capitale à Constantinople, les Détroits unissant la Méditerranée à la mer Noire étant internationalisés... »

Trois jours après, dans son message du 8 janvier 1918, le président Wilson

garantissait de même « une souveraineté sûre aux parties turques de l'empire ottoman actuel », mais spécifiait que « les Dardanelles devront être ouvertes d'une façon permanente, en constituant un passage libre pour les navires et le commerce de toutes les nations, suivant des garanties internationales ».

Ainsi, dans la pensée actuelle des alliés, Constantinople restera turque, et on réglera la question des Détroits en les internationalisant. Jadis, en 1915, dans un article intitulé : *La neutralisation des Dardanelles et du Bosphore*, Milioukof avait entrevu la possibilité d'un régime de cette sorte, et proposé d'appliquer aux Détroits les règles adoptées en 1913 à la Haye par la Commission de l'Union interparlementaire, à savoir : liberté du passage pour les navires de commerce en temps de guerre comme en temps de paix, interdiction du blocus des Détroits, autorisation pour l'État riverain de les fortifier, mais défense d'y mouiller des mines et d'en éteindre les phares.

Objections soulevées contre l'internationalisation. — Toutefois, au temps où la Russie était puissante, elle a toujours trouvé de graves inconvénients à la neutralisation des Détroits. Dans son livre, *La Russie comme grande puissance*, le prince Grégoire Troubetskoï protestait vivement contre une combinaison qui ouvrirait les Détroits aux navires de toutes les nations et permettrait aux navires de toutes les puissances de pénétrer en tout temps dans la mer Noire. Milioukof, dans l'article cité plus haut, s'opposait de même à la neutralisation des Détroits, si elle avait pour effet de les ouvrir aux flottes de guerre de tous les États. Et en avril 1917 encore il déclarait :

La neutralisation des Détroits comporterait toujours une série de grands dangers pour la paix, et la Russie serait toujours obligée d'avoir dans la mer Noire une puissante flotte de guerre prête à défendre nos côtes. La neutralisation des Détroits donnerait aux navires de guerre de tous les pays la faculté de pénétrer librement dans la mer intérieure russe qu'est la mer Noire, et cela pourrait entraîner de gros malheurs impossibles à prévoir.

Pareillement, en octobre 1917 encore, le ministre Terestchenko disait, dans la réunion du pré-parlement : « La neutralisation des Détroits et un désarmement incomplet seraient une violation des intérêts de la Russie et un état de choses pire que le *statu quo ante* ». Il n'est point sans intérêt de remarquer qu'en Allemagne on reconnaissait la justesse de ces objections : « Même la neutralisation des Détroits, écrit A. Schmidt, ne peut offrir une garantie suffisante, car l'État riverain des Détroits peut les fermer à tout moment, comme l'Angleterre a fermé le canal de Suez pendant cette guerre »⁽¹⁾. Ce sont là des considérations qui ne seront point négligeables dans l'établissement du régime international à appliquer aux Détroits.

⁽¹⁾ *Loc. cit.*, p. 67.

Mais que vaudra ce régime, si l'on se rappelle toutes les ambitions qui tournent autour de Constantinople ? Économiquement, il peut sembler suffisant à assurer à la Russie les débouchés dont elle a besoin pour son commerce. Politiquement, la solution est-elle exempte de tout danger ? La Russie ne veut plus de Constantinople ; on ne saurait la contraindre à s'y établir. Mais laisser Constantinople aux Turcs, est-ce un parti exempt d'inconvénients et de périls ?

Précautions à prendre contre les ambitions allemandes. — On sait quelle importance l'Allemagne a toujours attachée à ce que Constantinople demeurât turque : « Il n'est pas nécessaire, écrit Rohrbach, que Constantinople devienne allemande, et, selon les prévisions humaines, elle ne le sera jamais. Notre intérêt allemand sera beaucoup mieux sauvegardé si la ville est et reste turque ⁽¹⁾ ». Et on sait aussi combien, dans le grand rêve oriental de l'Allemagne, Constantinople est une pièce nécessaire. Or l'Allemagne a moins que jamais renoncé à ce rêve.

Au point de vue allemand, écrit Schäfer, Bassorah doit être considéré, actuellement encore, comme un Anvers anglais en Orient. Mais nous devons bien nous rendre compte que l'avenir de la politique allemande est lié de la façon la plus étroite au sort d'Anvers et de Bassorah, et que la ligne Mer du Nord-Golfe Persique ne saurait, ni en Occident, ni en Orient, aboutir à un « triangle humide » dominé par l'Angleterre. Lorsque la ligne Anvers-Bassorah, qui a Dieu pour elle, sera achevée, les vastes conséquences de la politique allemande du Bagdad se révéleront d'une manière qui déterminera les destinées du monde ⁽²⁾.

Anvers-Bassorah, Hambourg-Golfe Persique : le succès de ces grandes entreprises dépend évidemment du sort de Constantinople ; et si Constantinople reste aux mains des Turcs, existera-t-il des garanties suffisantes pour arrêter ces formidables ambitions ?

Assurément, les arrangements que prévoient les alliés pour régler le sort futur de l'Asie turque rogneraient quelque peu les ailes à la *Bagdadbahn-Politik* allemande. L'autonomie de l'Arménie, le contrôle anglais sur la Mésopotamie et Bagdad, le contrôle français sur la Syrie, enlèveraient à l'Allemagne une partie de l'immense domaine qu'elle rêve d'exploiter. Mais une Europe centrale, un *Mittel-europa* même uni à la seule Anatolie, ce serait pour l'ambition allemande un admirable succès encore. Constantinople turque, c'est-à-dire allemande, est la condition de ce succès. Il importe qu'à Constantinople, comme aux Détroits, s'applique un régime de garanties internationales qui empêche le triomphe du plan allemand en Orient.

Dès 1916, les publicistes allemands, examinant par quels moyens la Russie pourrait être un jour détruite et cesser d'être une grande puissance, expliquaient qu'outre la Pologne, les provinces baltiques, la Finlande, il fallait avant tout lui

⁽¹⁾ *Das Endziel Russlands*, p. 3. — ⁽²⁾ SCHÄFER, *loc. cit.*, p. 78.

enlever l'Ukraine ⁽¹⁾, et Rohrbach déclarait que tous les succès que l'Allemagne pourrait obtenir en Occident seraient finalement inutiles s'ils ne lui assuraient point sa liberté d'action en Orient ⁽²⁾. La même remarque s'impose si l'on considère les événements du point de vue des alliés. Même si la guerre est gagnée par nous en Occident, il n'y aura rien de fait si la politique allemande peut réaliser, en Orient, ses rêves ambitieux et grandioses. Et c'est ce qui fait, même aujourd'hui, l'importance essentielle de la question de Constantinople et des Détroits.

⁽¹⁾ SCHMIDT, *Das Endziel Russlands*, p. 78. Cf. un article de ROHRBACH (*Das grössere Deutschland*, 16 octobre 1915, p. 1375). — ⁽²⁾ *Das Endziel Russlands*, p. 4.

